

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Conseil d'administration
Séance du 13 mars 2025

Délibération n° 4.4.3

Le 13 mars 2025, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 20

Membres représentés (procuration) : 10

Quorum : 19

Point 4 – Gouvernance

Délibération 4.4.3 – Contrôle interne financier: plan d'action 2025

Visas :

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 modifié relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro) ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif au cadre de référence des contrôles internes budgétaire et comptable

Exposé des motifs :

Le dispositif du contrôle interne financier (CIF) de l'Institut Agro, fortement porté par la direction générale de l'établissement, est déployé progressivement par les acteurs de la chaîne financière. Cette démarche, enclenchée en 2022, doit permettre la mise en place d'une organisation et d'actions permettant de maîtriser de façon pragmatique les risques financiers.

Dans ce cadre, le contrôle interne budgétaire (CIB) et le contrôle interne comptable (CIC) de l'Institut Agro s'appréhendent dans une démarche globale de contrôle interne financier (CIF) conduite simultanément par l'ordonnateur et le comptable qui vise à assurer l'atteinte de trois objectifs :

- la soutenabilité budgétaire,
- la qualité comptable,
- la communication d'informations fiables à la gouvernance de l'établissement à son ministère de tutelle et au contrôleur budgétaire régional.

Conformément au cadre de référence des contrôles internes budgétaire et comptable, la présente délibération soumet au conseil d'administration la validation d'un plan d'action établi sur la base de la cartographie des risques financiers et des orientations décidées par le Comité de Pilotage du CIF (COPIL CIF).

La poursuite de la stratégie et des premières actions, déployées par l'établissement pour construire ce dispositif de CIF harmonisé (suivi du plan d'action 2024), sont présentées dans la note relative au déploiement du contrôle interne budgétaire et comptable à l'Institut Agro, jointe au dossier de séance.

Le plan d'action 2025 du CIF est annexé à cette note.

ADOPTÉ : à l'unanimité des suffrages exprimés

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 13 mars 2025, approuve le plan d'action 2025 du contrôle interne financier de l'Institut Agro.

Fait le 13 mars 2025.

**Le Président du conseil d'administration,
Dominique Chargé.**

Note relative au déploiement du contrôle interne financier à l'Institut Agro 2025

Conseil d'administration du 13 mars 2025

Le dispositif du contrôle interne financier (CIF) de l'Institut Agro, processus mis en œuvre depuis trois ans, doit permettre la mise en place de dispositifs formalisés et permanents permettant la maîtrise des risques budgétaires et comptables.

Dans ce cadre, le contrôle interne budgétaire (CIB)¹ et le contrôle interne comptable (CIC)² de l'Institut Agro s'appréhendent dans une démarche globale de contrôle interne financier (CIF) conduite simultanément par l'ordonnateur et le comptable qui vise à assurer l'atteinte de trois objectifs :

- La soutenabilité budgétaire ;
- La qualité de la comptabilité ;
- La communication d'informations fiables à la gouvernance de l'établissement, à son ministère de tutelle et au contrôleur budgétaire régional.

La construction et la formalisation du dispositif de contrôle interne financier de l'établissement est une priorité depuis trois ans. Les travaux menés depuis 2022 ont d'ores et déjà permis de mettre l'établissement en conformité avec ses obligations réglementaires et d'inscrire pleinement l'établissement dans la dynamique portée par la feuille de route 2023-2024 ministérielle transmise en juin 2023 par la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER).

La dynamique installée en 2024 a permis la réalisation de plusieurs actions prévues dans le plan d'action annuel en dépit de différents aléas tels des difficultés pour mobiliser les ressources et surtout les travaux lourds et compliqués de bascule du progiciel de gestion intégré de COCKTAIL à FIPEP (I).

Cette trajectoire encourageante sera confortée en 2025 par l'actualisation des outils structurants du CIF (mise à jour de la cartographie des risques et du plan d'action, des procédures, le déploiement des organigrammes fonctionnels nominatifs et un plan de contrôle tenant compte des résultats passés) et par la désignation de deux chargés de mission dédiés au CIB et CIC à compter de janvier 2025 (II).

I. Bilan du déploiement du contrôle interne financier de l'Institut Agro 2024

La stratégie des acteurs du contrôle interne financier a été de prioriser les travaux pour répondre à trois objectifs :

- Définir et construire une gouvernance du contrôle interne financier de l'établissement
- Structurer et formaliser le contrôle interne financier en produisant une cartographie des risques permettant d'établir des plans d'action annuels.
- Sécuriser les processus financiers les plus à risques pour assurer la continuité de service et préserver les intérêts financiers de l'établissement.

¹ Le contrôle interne budgétaire est l'ensemble des dispositifs formalisés et permanents ayant pour objet de maîtriser les risques afférents à la poursuite des objectifs de qualité de la comptabilité budgétaire et de soutenabilité de la programmation et de son exécution.

² Le contrôle interne comptable est l'ensemble des dispositifs formalisés et permanents ayant pour objet de maîtriser les risques afférents à la poursuite des objectifs de qualité des comptes, depuis le fait générateur d'une opération jusqu'à son dénouement comptable.

1. La structuration et la formalisation du contrôle interne financier dans le respect du cadre réglementaire

Après la période de construction de l'Institut Agro (2019-2022), l'établissement se devait de se mettre en conformité avec la réglementation et ainsi répondre aux attendus de la tutelle et du contrôle budgétaire : la validation par l'organe délibérant d'un plan d'action construit à partir d'une cartographie des risques, l'information annuelle de l'organe délibérant de l'avancée des travaux, la formalisation des contrôles effectués.

a) La construction d'une cartographie des processus et des risques

Une cartographie des risques comptables et budgétaires incluant des propositions d'actions a été initiée en 2022 et mise à jour partiellement en 2024.

Pour l'analyse initiale des risques, le document a été construit à partir de la jurisprudence de la Cour de discipline budgétaire et financière (CDBF) et des travaux menés par la Direction générale des finances publiques et la Direction du budget dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics.

Enfin, le document présente les actions à déployer pour réduire les risques identifiés. Elles ont été reprises dans les plans d'action (voir infra).

b) La présentation au conseil d'administration d'un premier bilan du déploiement du contrôle interne et d'un plan d'action

Lors de sa séance du 14 mars 2024, le conseil d'administration a approuvé la note de présentation du déploiement du contrôle interne financier et le plan d'action 2024.

c) La formalisation et l'exploitation des contrôles effectués

Le plan d'action 2024 prévoyait l'inscription de plusieurs contrôles dans un **plan de contrôle interne comptable** (PCIC). Ce dernier a été formalisé. Il permet de suivre et justifier la réalisation des contrôles de supervision effectués par l'encadrement de l'agence comptable.

Les résultats d'une partie de ces contrôles ont permis de cibler de nouveaux risques pris en compte dans les orientations proposées à la gouvernance de l'établissement pour le plan d'action 2025 et de contrôle interne comptable et budgétaire.

d) Les résultats obtenus

Le plan d'action 2024 comprenait 36 actions à réaliser sur l'année 2024 réparties suivant les quatre cycles décrits infra :

	nombre	réalisé	commencé	reporté en 2025	abandonné
STRUCTURATION, GOUVERNANCE ET PILOTAGE DU CONTRÔLE INTERNE	14	5	6	1	2
COMPTABILITE - ETATS FINANCIERS	5	3	0	2	0
EXECUTION DES RECETTES	4	2	1	1	0
EXECUTION DE LA DEPENSE	13	3	3	7	0
	36	13	10	11	2

Deux actions relatives à la mise à jour du plan de contrôle et la cartographie des risques sont au statut « abandonné » car ces actions sont inhérentes à la construction des outils du CIF, lequel doit toujours tenir compte des résultats obtenus pour faire évoluer son plan de contrôle et sa cartographie des risques.

2. La désignation des acteurs et l'évolution des instances dédiées

a) Les acteurs

Le cumul de fonctions directeur des affaires financières (DAF) et chargé du CIB, d'une part et adjoint agent comptable et chargé du CIC, d'autre part, n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés. Fort de ce retour, l'Institut Agro a décidé la nomination d'un acteur dédié pour le CIB et un autre pour le CIC.

b) Le Comité de pilotage (COPIL CIF)

Le comité de pilotage du contrôle interne financier (COPIL CIF), présidée par la directrice générale de l'Institut Agro, est organisée par les référents CIB et CIC. Il est composé du secrétaire général de l'Institut-Agro, des directeurs des écoles, des secrétaires généraux des écoles, de la déléguée générale de la fondation, de l'agent comptable, et de la directrice fonctionnelle du pilotage stratégique et de l'évaluation.

Cette instance décisionnelle est informée annuellement du bilan des contrôles et actions réalisés et procédera à la validation des orientations stratégiques pour l'année N+1.

Le dernier comité de pilotage a été organisé le 16 décembre 2024. Cette séance a permis de présenter le bilan du plan d'action 2024 et de définir plusieurs orientations prioritaires pour 2025.

La DGER (MASA) et le contrôleur budgétaire régional (CBR) ont été invités à participer à cette séance. Ce comité a notamment permis d'enrichir les orientations définies pour 2025 et de présenter plusieurs actions en cohérence avec ces orientations.

c) Le Club du contrôle interne financier (Club CIF)

Animée conjointement par le référent CIC et le référent CIB, cette instance regroupe l'agent comptable et ses fondé(e)s et/ou adjoint(e)s et les directeurs des affaires financières qui sont les référents délégués du contrôle interne.

Cette instance opérationnelle s'est réunie deux fois en 2024 et a permis aux acteurs du CIF (référents et délégués) de définir les actions à mener et de se répartir les rôles ;

- Densifier la cartographie des risques selon une structuration par cycle de dépenses, recettes, paye ;
- Elaboration des organigrammes fonctionnels nominatifs à partir du périmètre de chaque délégué CIF
- Elaboration du plan de contrôle : revue des habilitations EJ, contrôle des EJ, contrôle du service fait

II. Actualités et perspectives 2025

Le contrôle interne financier au sein de l'établissement avec ses acteurs pilotes (référents CIC et CIB) repose sur sa gouvernance au travers d'instances spécifiques tels les COPIL CIF, le Club CIF et le réseau des acteurs du CIF (DGER...). Sa structuration au travers d'une cartographie des risques et d'un plan d'action annuel, permet aujourd'hui de poursuivre et renforcer les travaux et actions du CIF de l'Institut Agro, construits pour répondre aux orientations validées par la gouvernance en COPIL CIF, autour des axes stratégiques suivants :

- L'actualisation et l'enrichissement de la cartographie des risques ;
- Le déploiement des organigrammes fonctionnels nominatifs ;
- Le développement des plans de contrôle visant à alimenter la cartographie des risques.

Le plan d'action 2025 est soumis à l'approbation du CA en même temps que cette note.

1. Deux chargés de mission dédiés

Afin de renforcer le développement et l'accompagnement du CIF au sein de l'Institut, deux chargés de mission ont été nommés début 2025.

Par lettre de mission, il leur est confié les tâches suivantes :

- Contribuer aux travaux de rédaction et d'actualisation de la cartographie des processus et des risques de l'établissement ;
- Porter la démarche du contrôle interne financier auprès des acteurs de la chaîne financière de l'établissement (sensibilisation et/ou formation aux enjeux du contrôle interne financier en termes de risques sur la chaîne financière) ;
- Conduire les réunions bimestrielles du « Club CIF » avec les référents délégués du CIF ;
- Piloter et réaliser les plans de contrôles qui leur seront affectés ;
- Proposer, développer et accompagner le déploiement des outils du contrôle interne financier (procédures, nomenclatures...) ;
- Participer à l'élaboration et la formalisation des organigrammes fonctionnels nominatifs (OFN) et être garants de leur mise à jour régulière sur le périmètre des services des écoles ;

2. Perspectives

Dans le prolongement des travaux de 2024, la cartographie des risques 2025 sera actualisée et enrichie notamment des travaux prévus en 2024 reportés mais aussi des résultats obtenus dans le cadre des différents contrôles comptables et budgétaires et des rapports d'audit (suivi des recommandations).

Ce nouveau contexte organisationnel permettra la formalisation des organigrammes fonctionnels nominatifs (OFN) qu'auront en charge les chargés de mission CIF et les référents délégués du CIF.

Fort de l'expérience issue des plans de contrôle réalisés en 2024, l'exercice 2025 prévoit leur extension favorisée par de nouvelles ressources (les référents délégués du CIF dans chaque école) avec l'objectif de mesurer le niveau de maturité et de fiabilité de notre chaîne financière.

Les plans de contrôle porteront sur les flux de dépenses, de recettes et la comptabilité, et viseront notamment à mesurer le niveau de maîtrise sur les items suivants :

- Contrôle de l'application des règles relatives à l'exécution des recettes et des dépenses ou à la gestion des biens, dans le cadre notamment du nouveau régime relatif à la responsabilité financière des gestionnaires publics issu de l'ordonnance du 23 mars 2022 ;
- Respect du code de la commande publique ;
- Contrôle des flux de paye a posteriori ;
- Revue des habilitations (concordance avec les délégations de signature) ;
- Respect des seuils des délégations sur la commande publique.

Au-delà des plans de contrôle interne comptable et budgétaire, de nouvelles orientations sont inscrites au plan d'action 2025 (COPIL CIF 16/12/2024) portant notamment sur la formation et la sensibilisation des différents acteurs de la chaîne financière et l'élaboration d'une cartographie des recettes ainsi que des dépenses. L'ensemble de ces mesures doit conduire à mesurer le niveau de maturité de la chaîne financière au sein de l'Institut Agro et structurer les travaux visant à améliorer et sécuriser les processus identifiés avec un niveau de risque important.

A l'instar de la feuille de route biennale 2025/2026 prochainement adressée par la tutelle, l'annualité du plan d'action pourrait être reconsidéré afin de permettre une adéquation entre les supports mais également un meilleur suivi de la réalisation des actions prévues et éviter des reports d'action sur l'année suivante. Evidemment, le plan d'action biennal pourrait être abondé lors des COPIL CIF annuel de nouvelles actions.